

PROFIL DE POSTE

Informations préliminaires sur le poste

Intitulé du poste	RESPONSABLE PROJET APPUI AUX MOYENS D'EXISTENCE - BANGUI
Pays & base d'affectation	RCA – BANGUI
Rattachement hiérarchique	COORDINATEUR TERRAIN BANGUI
Création / Remplacement	Création de poste
Durée de la mission	6 mois renouvelables

Informations générales sur la mission

Contexte

Première Urgence Internationale (PUI) est une Organisation Non Gouvernementale de solidarité internationale, à but non lucratif, apolitique et laïque. L'ensemble de ses personnels se mobilise au quotidien pour couvrir les besoins fondamentaux des victimes civiles mises en péril, marginalisées ou exclues par les effets de catastrophes naturelles, de guerres et de situations d'effondrement économique. L'objectif est d'aider les populations déracinées dans l'urgence, tout en leur permettant de regagner rapidement autonomie et dignité. L'Association mène environ 190 projets par an, dans les domaines de la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, la réhabilitation d'infrastructures, l'eau et l'assainissement et la relance économique. PUI intervient en appui à près de 7 millions de personnes dans 20 pays, en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, et en France.

La République Centrafricaine fait partie des pays les plus pauvres du monde. Depuis mars 2013 et la prise du pouvoir par l'ex coalition de groupes armés « Séléka », la Centrafrique traverse une crise politico-militaire très importante entraînant conflit armé et exactions intercommunautaires. L'un des principaux problèmes du pays reste la présence très importante de groupes armés contrôlant ou évoluant sur certaines parties du territoire. Malgré la présence de forces internationales (MINSUCA, Sangaris jusqu'à la fin de l'année 2016), la sécurisation effective du territoire est loin d'être une réalité. Les divisions sociétales, la violence des groupes armés toujours persistante, et l'appauvrissement des populations comme causes directes des conflits politiques et militaires font ainsi de la RCA l'un des pays les plus pauvres du monde, figurant à la 188e place du classement basé sur l'Indice de Développement Humain sur 189 pays.

Au plan politique, l'année 2016 a laissé entrevoir une amorce de transition avec l'arrivée au pouvoir d'un président nouvellement élu et la volonté du nouveau gouvernement de mettre fin aux combats et de proposer un plan de DDR de grande envergure. Cet espoir de sortie de crise reste cependant très fragile, au vu des difficultés dans les négociations avec les groupes armés et l'instabilité chronique qui persiste dans de nombreuses zones.

Cette crise politico-sécuritaire a eu des impacts humanitaires et sécuritaires conséquents, entraînant des déplacements massifs de communautés à l'intérieur du pays ainsi que des mouvements de réfugiés dans les pays frontaliers. Selon le plan de réponse humanitaire 2017-2019, la totalité de la population (4,6 millions de personnes, dont 50% sont des enfants) a été victime de l'une des crises, qui se sont succédé ces dernières années. Plus de la moitié de la population (2,4 millions de personnes) a besoin d'une aide humanitaire d'urgence. Près d'une personne sur deux (48% de la population) se trouve dans une situation d'insécurité alimentaire. En juin 2018, le pays comptait également 557 723 déplacés internes et réfugiés, du fait des conflits armés, des pillages, des violations des droits humains et de la perte de leurs moyens de subsistance. Aujourd'hui, l'Etat centrafricain peine toujours à se relever.

Les services sociaux de base sont dysfonctionnels ou inexistant dans de nombreuses zones. 31% des formations sanitaires ne sont pas fonctionnelles en raison de manque d'équipements, de personnels et de médicaments. Les enfants, notamment dans les zones rurales, ont perdu plus de 2 ans de scolarité.

Les indicateurs de développement sanitaires de la République Centrafricaine sont alarmants, avec notamment un taux de mortalité infanto-juvénile à 129 pour 1000, taux supérieur aux indicateurs de la région Afrique définis par l’OMS (119). Les principales causes de décès chez les enfants de moins de 5 ans sont respectivement le paludisme, les infections respiratoires aiguës (IRA) et la diarrhée. Par ailleurs, le système national de santé s’est effondré, en raison des violences généralisées, de la destruction des infrastructures publiques et des pillages. Les organisations humanitaires sur le terrain aident à fournir des services de base, mais la situation générale reste alarmante, moins de la moitié des Centrafricains ayant effectivement accès aux soins de santé. Malgré l’aide, le système de santé reste fragile avec 347 (contre 124 en 2014) des structures de santé partiellement ou totalement détruites sur les 1 008 existantes en République Centrafricaine, soit 34% d’entre elles. En outre, 43% des personnels de santé sont des infirmiers secouristes sans aucune formation appropriée. Les plateaux techniques des Formations sanitaires (FOSA) et des hôpitaux restent insuffisants. Le système de santé est inexistant dans certaines zones, du fait de la fuite du personnel qualifié pendant la crise (de nombreuses FOSA sont gérées par des secouristes, surtout en zone rurale). La crise a entraîné une rupture d’approvisionnement en médicaments dans certaines zones et la dégradation des infrastructures.

Positionnement / Stratégie de PUI dans le pays

Le nombre de réfugiés et de déplacés internes ne cessent de croître à mesure que la situation se dégrade. Selon l’UNHCR, en juillet 2018, 608 028 personnes ont fui la République Centrafricaine pour se réfugier dans des pays voisins (contre 464 176 en mars 2017) et le pays compte 688 000 déplacés internes (contre 401 072 en mars 2017). La tendance, notamment au Cameroun où résident 261 254 réfugiés centrafricains (juillet 2018), ne semble pas au retour. En effet, celle-ci semble étroitement liée à la situation sécuritaire et à l’incapacité de l’Etat à mettre en place un réel processus inclusif de DDR afin d’instaurer un climat sécuritaire stable. Face à ce constat, la mission de PUI dans sa stratégie opérationnelle de 2017 est de continuer de répondre aux besoins immédiats de la population en collaborant avec les autorités centrafricaines tout en intégrant une dimension sur la cohésion sociale afin de favoriser le dialogue intercommunautaire. La stratégie vise également à améliorer les conditions de base afin de permettre le retour des populations déplacées dans les régions où cela est possible.

Toutefois, si le retour de personnes déplacées peut être envisagé dans certaines localités du pays et que le contexte politique peut laisser présager une accalmie globale, les tensions dans certaines zones restent vivaces. C’est le cas dans certains quartiers de Bangui, comme le 3ème arrondissement, situation qui ralentit voire stoppe les dynamiques de retour. Il est donc important que PUI en tant qu’acteur d’urgence maintienne une réponse aux besoins humanitaires des communautés déplacées et hôtes impactées par des crises sporadiques et ciblées.

La crise en RCA qui perdure depuis 2013 a mis en exergue de nombreux problèmes structurels qui impactaient le pays depuis plusieurs décennies. Aussi, afin de permettre la résilience des populations, PUI dans sa stratégie opérationnelle de 2017 souhaite s’engager sur différents fronts atenant aux problématiques structurels qui frappent le pays. Un appui au système de santé national est donc apporté de même que le développement de la production agricole mais également des activités en sécurité alimentaire, en nutrition en Wash, en reconstruction d’abris, en nutrition ainsi que le stockage logistique inter-organisations. Ainsi, l’objectif de PUI est d’apporter une réponse qui soit la plus holistique possible et qui corresponde aux besoins humanitaires et à la visée stratégique de l’ONG par son approche intégrée..

Historique de la mission et programmes en cours

Première Urgence Internationale est présente depuis 2007 en RCA. Avant la fusion de 2011, Première Urgence et Aide Médicale Internationale étaient toutes deux présentes dans le pays. Depuis 2011, la mission dispose d’un bureau de coordination en capitale – Bangui – et est intervenue depuis quatre bases : Paoua dans le Nord-ouest, Ndélé dans le Nord-est, Bangassou/Rafaï dans le Sud-est et Berbérati dans le Sud-ouest, en apportant une assistance en distribution de vivres, appui en sécurité alimentaire, et renforcement du système de santé. Au fil des années, les bases de Berbérati et de Paoua ainsi que celles situées dans le Sud-est ont été fermées pour déplacer les activités de l’ONG afin de suivre le déplacement géographique des besoins humanitaires ou pour des raisons, malheureusement, de sécurité des zones d’intervention (Paoua).

L’année 2017 marque pour PUI une année importante dans la préfecture de la Bamingui-Bangoran (Ndele). En effet, après le retrait officiel de MSF-E en février 2017, PUI en étant le seul acteur présent dans le secteur de la santé, a assuré la reprise de l’entièreté des services de soins de l’hôpital préfectoral à Ndélé, avec le soutien financier de EuropAid (Fonds fiduciaire de l’Union Européenne, Fonds Bêkou). Cette couverture complète des besoins sanitaires dans la Bamingui-Bangoran se complète également avec le soutien des 4 FOSAs qui étaient soutenues par MSF-E, PUI couvrant 21 FOSAs dans la préfecture. Un nouveau projet de relance agropastorale est en cours de développement dans la région et la phase III du projet de santé se poursuit en 2019. En 2018, PUI a clos sa base dans la région de Berbérati, mettant fin à ses activités en sécurité alimentaire et en relance agropastorale dans la préfecture de Mambéré-Kadéï. Enfin, à Bangui PUI mène

différentes activités de logistique à destination des ONG internationales afin d'améliorer l'efficacité et la rapidité de la réponse humanitaire, en particulier dans le domaine de la santé.

La République Centrafricaine fait face à une crise politico-militaire depuis 2013 qui a progressivement installé une atmosphère d'instabilité et de violence générale. Le personnel et les biens humanitaires sont souvent la cible d'attaques dans l'ensemble du pays. Ainsi, au cours de l'année 2018, 396 incidents ont été répertoriés affectant directement soit le personnel soit les biens humanitaires, avec donc une hausse de 175.% par rapport à l'année 2017. 17 bases ou entrepôts d'organisations ont été pillés et quelques 30 véhicules d'ONG ont été volés. 7 incidents ont eu lieu dans la région de Ndélé, 30 à Bangui. Cette insécurité a contraint certaines ONG à suspendre leurs activités.

PUI mène aujourd'hui trois projets à Bangui, deux consacrés à la logistique et un projet de santé nutrition.

Ce dernier financé par le Fonds Bêkou est la phase III du projet d'assistance médico-nutritionnelle et de renforcement du système de santé qui se poursuit jusqu'en juin 2020. Le projet a pour objectif de contribuer à la réduction de la morbidité et de la mortalité des populations ciblées grâce à la fourniture des services de santé de base à la population qui représente 724 306 personnes, tout en mettant en place un transfert progressif des compétences et des moyens aux structures nationales.

OFDA (Office of U.S. For Foreign Disaster Assistance) finance un projet de soutien logistique par le renforcement des capacités de stockage afin de faciliter et d'améliorer l'efficacité et la rapidité de la réponse humanitaire. Ce projet de gestion d'entrepôt est à destination des organisations humanitaires et vient compléter un recouvrement partiel des coûts de la part des humanitaires.

Le PNUD quant à lui finance un projet d'amélioration de la réponse humanitaire en santé et en nutrition par la création d'une plateforme de stockage dédiée en République Centrafricaine. Le projet est à destination de huit ONG et se poursuit jusqu'en août 2019. A Berberati, et plus particulièrement dans la préfecture de la Mambéré Kadéï, PUI mène des activités des activités de relance agricole (maraîchères, vivrières et d'élevage) et de relance économique (Cash For Work, Activités Génératrices de Revenus).

Aujourd'hui, et avec le retrait de MSF-E de la préfecture, PUI devient l'unique acteur humanitaire en santé dans la Bamingui-Bangoran. Depuis le retrait de MSF-E début 2017, PUI assure la reprise de l'hôpital préfectoral à Ndélé (qui était géré à 90% par MSF-E) et donc de tous les services de soins de l'hôpital. Le projet de poursuite des activités des MSF-E, soutenu par le Fonds Bêkou, continue en 2019 et ce jusqu'en 2020, ce qui correspond à la phase 3 du projet. PUI est désormais en charge de 21 FOSAs dans la Bamingui-Bangoran, ainsi que de l'hôpital de Ndélé, soit la globalité des structures de santé de la préfecture.

Un projet de relance agropastorale est également prévu pour 2019, financé par le Fonds Bêkou également. Ce projet, en consortium avec DRC (lead), Triangle, et ACF pour une durée de 24 mois devrait couvrir l'ensemble des préfectures du Nord de la RCA (Préfectures de l'Ouham, l'Ouham Pendé, la Bamingui Bangoran et la Vagaka). Le projet a pour but de renforcer la résilience rurale et appuyer le relèvement des producteurs et des filières agropastorales porteuses par le renforcement des capacités locales et la création d'emplois. Ce projet comprend aussi une mitigation des tensions et de l'insécurité liées aux transhumances grâce à une sensibilisation et un meilleur accès à des mécanismes locaux de résolution pacifique des conflits.

Enfin deux autres projets sont en cours de développement à Ndélé, avec le bailleur de fonds UNICEF, qui financerait un projet ayant pour but de réduire le taux de la morbidité et de la mortalité due à la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de 5 ans dans la région et un 2ème avec le CIAA sur un projet de relance agricole complémentaire au projet actuellement en cours avec DRC

Configuration de la mission

BUDGET PREVISIONNEL 2019	8 MILLIONS D'EUROS
COORDINATION BASES	BANGUI, NDELE
NOMBRE D'EXPATRIES	24
NOMBRE D'EMPLOYES NATIONAUX	150
NOMBRE DE PROJETS EN COURS	9
PRINCIPAUX PARTENAIRES	Fonds Bekou, OFDA, CHF, CIAA, UNICEF
SECTEURS D'ACTIVITES	Moyen d'existence, Sécurité Alimentaire, Santé/nutrition, Logistique, WASH,

EQUIPE EXPATRIEE EN PLACE	<p><u>Coordination</u> : 1 Chef de Mission, 1 CDM adjoint aux programmes, 1 coordinateur log, 1 coordinateur financier, 1 coordinateur RH, 1 coordinateur médical, 1 coordinateur consortium santé, 1 Resp. Psychosocial, 1 Pharmacien, 1 Grants Officer, 1 M&E Manager, 1 Log services généraux, 1 Log déploiement stockage d'urgence, 1 Coordo SANME</p> <p><u>Bangui</u> : 1 Coordinateur terrain, 1 Log Base, 1 Admin Base, 1 RP santé, 1 RP plateforme logistique,</p> <p><u>Ndéle</u> : 1 Coordinateur terrain, 1 Log Base, 1 Admin Base, 1 RP santé, 1 RP Agro</p>
----------------------------------	---

Description du poste

Objectif global

Le/la Responsable de Projet Appui aux Moyens d'existence est responsable de la mise en œuvre et du suivi des activités de transfert monétaire d'un nouveau projet de relèvement économique qui sera mené par PUI dans le 6^e arrondissement de Bangui et Bimbo II.

Il/elle est responsable de : la mise en œuvre et suivi des activités de transfert monétaire dans les arrondissements ciblés ; la gestion et le suivi & evaluation et capitalitation du porjet mené.

Le Responsable de projet est soutenu dans ses activités par une équipe technique centrafricaine qu'il / elle devra manager. Pour mener à bien ses missions, le RP moyens d'existence doit avoir des connaissances techniques variées, tant pour évaluer les besoins des populations que pour mettre en œuvre les activités de restauration des moyens d'existence, dans des secteurs aussi divers que les transferts monétaires, l'agriculture/élevage/pêche, le petit commerce ou l'artisanat.

Disposant d'une large autonomie, il est également responsable des activités transversales indispensables à la réalisation des projets : diagnostic / planification / pilotage des activités, suivi & évaluation, encadrement d'équipes, gestion financière et logistique des activités.

Responsabilités et champs d'actions

La mise en œuvre et suivi des activités de transfert : monétaire : dans les arrondissements ciblés : identification des bénéficiaires, sélection des bénéficiaires, organisation des formations, distribution des outils qui seront utilisés par les bénéficiaires pour recevoir les transferts, contractualisation avec les prestataires financiers, mise en œuvre des cycles de transfert, ainsi que des dispositifs pour le contrôle, suivi financier, enquêtes d'impact à chaque cycle...

La gestion du projet : recrutement et supervision du personnel national affecté à ce projet (salariés PUI et journaliers éventuels) en adéquation avec les politique RH de la base. ; suivi des activités et des indicateurs de résultats, élaboration de rapport mensuel, suivi Budgétaire et rédaction des prévisions budgétaires, suivi des transferts, rédaction des rapports bailleur

Les suivi & évaluation et capitalisation : capitalisation des approches et outils utilisés pour mener le projet, ainsi que sur les résultats atteints et l'impact du projet ; participation à la mise à jour de la stratégie à moyen et à long-terme de la mission.

Logistique et administration : Il/Elle assure le respect des procédures logistiques et administratives du/des activités sous sa responsabilité et est responsable du budget du projet (Suivi budgétaire, demande d'achat, etc.)

Représentation : Il/Elle représente l'association auprès des partenaires, autorités et acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre du programme développement urbain.

Sécurité : Il/Elle contribue au respect des règles sécurité sur la base et transmet toutes informations d'ordre sécuritaire à son/sa responsable hiérarchique.

Objectifs spécifiques et activités associées

ASSURER LA MISE EN ŒUVRE ET LE SUIVI DU PROJET

- ▶ Il/Elle planifie les activités (chronogramme) et veille au respect du calendrier d'activités. En cas de retard important pris dans la mise en œuvre du projet, il/elle en informe immédiatement son/sa responsable hiérarchique et propose des solutions pour y remédier.
- ▶ Il/Elle s'assure que les bénéficiaires, la population et les autorités locales comprennent les objectifs du projet et participent activement à sa mise en œuvre en préparant et animant les réunions d'information et de mobilisation au démarrage et tout au long du projet lorsque nécessaire
- ▶ Il/Elle planifie et le cas échéant conçoit des formations et séances de sensibilisation pour le personnel, les bénéficiaires, et divers acteurs impliqués dans la mise en œuvre des activités.
- ▶ Il/ Elle planifie et supervise les activités d'identification, de formation et d'appui aux groupements et individus relancant des Activités Génératrices de Revenus. Avec l'appui du département MEAL et de l'équipe projet, il/elle supervise la conception des méthodes et outils pour l'identification et la sélection des bénéficiaires (critères de sélection, enquêtes, analyse...).
- ▶ Il / Elle assure un suivi régulier des activités mises en œuvre avec la Mairie Centrale de Bangui et Bimbo II, la mairie d'arrondissement les chefs de quartiers, et soutien les autorités locales dans la compréhension de la mise en place d'un projet humanitaire.
- ▶ Il/Elle valide les choix techniques du projet, en concertation avec son/sa responsable hiérarchique.
- ▶ Il/Elle s'assure de la bonne marche des activités sous sa responsabilité et veille à l'atteinte des objectifs définis dans la proposition de projet. Notamment, il/elle suit les indicateurs définis grâce à la mise à jour mensuelle du PMT, rend compte à son/sa responsable hiérarchique, signale toute difficulté rencontrée dans la mise en œuvre et propose des améliorations ou réorientations si nécessaire.
- ▶ Il/Elle veille à la mise en œuvre de monitorings et/ou d'évaluations, en concertation son/sa responsable hiérarchique et l'Adjoint Chef de Mission Programme et l'appui du département MEAL. Il/Elle analyse et transmet à son/sa responsable hiérarchique les informations collectées. Selon les besoins du projet et/ou les informations collectées, il/elle produit et diffuse des rapports de monitorings et d'évaluations aux personnes concernées.
- ▶ Il/Elle assure la capitalisation de l'ensemble des documents, outils et formations produits dans le cadre des projets et s'assure que les sources de vérification mentionnées dans les proposals sont disponibles et archivées correctement.
- ▶ Il/Elle transmet les rapports internes et externes à son/sa responsable hiérarchique en respectant les délais de validation interne (sitrep) et échéances contractuelles externes (rapports bailleurs).

SUPERVISER L'ÉQUIPE PROJET

- ▶ Il/Elle prend connaissance du Règlement Intérieur de PUI sur la mission, l'accepte et s'assure qu'il est connu et respecté au sein de son équipe.
- ▶ Il/Elle définit les profils de poste des membres de son équipe en lien avec l'Admin base, les fait valider par le/la Coordinatrice/teur Terrain et participe activement au recrutement (entretien, test, etc). Il/Elle participe à la décision de mettre fin à un contrat de travail d'une personne de son équipe.
- ▶ Il/Elle s'assure que chaque personne est évaluée par écrit au moins une fois par contrat et par an, et au minimum avant qu'il/elle ne quitte ses fonctions.
- ▶ Il/Elle met en place les mécanismes de coordination propre à son équipe et organise sa supervision.
- ▶ Il/Elle identifie et fait remonter à son/sa responsable hiérarchique et au service RH les besoins en formation de son équipe et la complète (appui organisationnel, méthodologique, technique éventuellement, organisation de formations...).
- ▶ Il/Elle met à jour l'organigramme de son équipe et le fait valider par le/la Coordinatrice/teur Terrain. Son équipe sera composée de
 - ▶ - un assistant RP en management direct
 - ▶ une équipe de moniteurs AGR

ASSURER LE SUIVI LOGISTIQUE ET ADMINISTRATIF DU PROGRAMME

- ▶ Il/Elle adresse ses besoins programmes au service logistique et à sa hiérarchie, conformément aux budgets disponibles. Il/Elle prend en compte les contraintes temporelles et logistiques de la mission ainsi que les procédures d'achat propres aux programmes afin de s'assurer que sa demande est réaliste compte tenu des délais d'approvisionnement.
- ▶ Il/Elle contribue à l'analyse des offres fournisseurs pour les achats à forte spécifications techniques
- ▶ Il/Elle participe activement à la réalisation des appels d'offre, le cas échéant, en coordination avec le/la Logisticien/ne mission et au/à la chargé des achats au siège.
- ▶ Il/Elle communique au service Logistique de Bangui de manière hebdomadaire ses besoins en véhicules et matériels de

communication pour la mise en œuvre des activités.

- ▶ Il/Elle fournit mensuellement à l'Admin Base l'ensemble des informations nécessaires à l'élaboration du prévisionnel de trésorerie propre à ses programmes.
- ▶ Il/Elle s'assure, en coordination avec l'Admin Base, de disposer chaque mois du suivi budgétaire à jour des programmes sous sa responsabilité, et il/elle participe à l'analyse, détecte les écarts éventuels et propose des ajustements au/à la Coordinatrice/teur Terrain.

ASSURER LA REPRÉSENTATION DE PUI AUPRES DES PARTIES PRENANTES AU PROJET

- ▶ Il/Elle représente l'association auprès des acteurs locaux impliqués dans la mise en œuvre des activités (leaders communautaires, chefs de quartier, mairies, comités de quartier, ...) et s'assure que de bonnes relations sont entretenues avec chacun d'entre eux (dans le respect des principes de neutralité et d'indépendance de PUI).
- ▶ Il/Elle coordonne l'action du projet avec la Mairie centrale, la Mairie d'arrondissement, les Chefs de quartier et le Ministère de l'Urbanisme pour assurer une compréhension et une appropriation des projets PUI par les partenaires étatiques.
- ▶ En accord avec sa hiérarchie, il/elle participe aux réunions de coordination relatives aux questions liées au programme et/ou à la zone d'intervention, et en est un membre actif (clusters, groupes de travail techniques inter ONG...).
- ▶ En cas de visite bailleur, il/elle participe activement à la préparation et à la mise en œuvre de la visite.

ASSURER LA SÉCURITÉ DES BIENS ET DES PERSONNES

- ▶ Il/Elle s'assure que le plan de sécurité est connu de l'équipe sous sa responsabilité et que les règles sécurité sont respectées.
- ▶ Il/Elle contribue à la collecte des informations relatives à la sécurité sur sa zone d'intervention et les diffuse au Coordinateur Terrain de manière régulière ou ad-hoc en cas d'urgence. Il/Elle veille à ce que son équipe fasse ce travail de remontée d'informations liées à la sécurité.
- ▶ Il/Elle s'assure que le projet, la méthodologie, les critères de sélection ne mettent pas en danger les bénéficiaires, les membres de PUI ou tout autre personne. Il/Elle alerte sans délai son/sa responsable hiérarchique en cas de mise en danger des équipes ou des bénéficiaires.
- ▶ Il/Elle s'assure que les membres de son équipe et travailleurs journaliers éventuels disposent du matériel de sécurité adapté à leurs activités.

1. CONTRIBUER A L'ELABORATION DE NOUVELLES PROPOSITIONS

- ▶ Il/Elle participe à l'identification de besoins sur le terrain, en coordination avec le Coordinateur Terrain Bangui et l'Adjoint Chef de Mission Programme.
- ▶ Il/ Elle participe aux réunions stratégiques avec les autorités locales, les partenaires humanitaires, UNOCHA... afin de rassembler des informations susceptibles de permettre l'élaboration de nouvelles propositions.
- ▶ Lors de la définition de nouvelles opérations, il/elle contribue à la préparation de propositions de projets en lien avec les activités de reconstruction, de développement urbain, de relance économique...
- ▶ Il/Elle participe à l'élaboration de la stratégie de la Base Bangui.

Encadrement d'équipe

Nombre de personnes à encadrer, fonctions et statut (personnel expatrié / national)

- ▶ Encadrement direct : 1 assistant responsable de projet
- ▶ Encadrement indirect : 2 superviseurs d'Activités Génératrices de Revenu (AGR) et 6 moniteurs d'Activités Génératrices de Revenu

Profil recherché

Savoirs et Savoir Faire recherchés

	INDISPENSABLE	APPRECIE
<p style="text-align: center; color: blue;">FORMATION</p> <p>Niveau bac+ 3 à bac+ 5, profil économiste ou socio-économiste, avec une expérience de programmes basés sur des interventions monétaires.</p>	<p>Gestion de projets</p> <p>Création et gestion d'activités génératrice de revenus</p>	
<p style="text-align: center; color: blue;">EXPERIENCE PROFESSIONNELLE</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Humanitaire ▶ Internationale ▶ Technique 	<p>X</p> <p>X</p> <p>X</p>	<p>Une expérience en République Centrafricaine est appréciée</p> <p>La connaissance du contexte urbain sera un atout majeur</p>
<p style="text-align: center; color: blue;">CONNAISSANCES & APTITUDES</p>	<p>Très bonne qualité rédactionnelle</p> <p>Connaissances en gestion de projets : il/elle devra maîtriser les outils classiques de gestion de projet, en particulier des outils informatiques.</p> <p>Connaissances en économie du ménage en milieu urbain, Activités Génératrices de Revenus et gestion de petites entreprises</p> <p>Compétences en étude de marché (analyse de l'offre) et transfert monétaire</p> <p>Compétences en évaluation/diagnostic des vulnérabilités</p> <p>Connaissances en protection (Do No Harm, cohésion sociale)</p> <p>– Connaissances des outils d'analyse en sociologie et/ou anthropologie</p>	<p>Soutien à des Activités Génératrices de Revenues</p>
<p style="text-align: center; color: blue;">LANGUES</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Français ▶ Anglais ▶ Autre (préciser) 	<p>X</p>	<p>X</p> <p>Sango</p>
<p style="text-align: center; color: blue;">INFORMATIQUE</p> <ul style="list-style-type: none"> ▶ Pack Office ▶ Autre (préciser) 	<p>X</p>	
Caractéristiques personnelles attendues		
<ul style="list-style-type: none"> ▶ Capacité à travailler de façon autonome avec prise d'initiative et sens des responsabilités <ul style="list-style-type: none"> ▶ Bonne résistance au stress ▶ Sens de la diplomatie et ouverture d'esprit <ul style="list-style-type: none"> ▶ Bonne capacité d'analyse ▶ Organisation et gestion des priorités ▶ Force de propositions, recherche de solutions ▶ Capacité à travailler et manager de manière professionnelle et mature ▶ Capacité à intégrer l'environnement local sous ces aspects politiques, économiques et historiques 		
Autres		
<ul style="list-style-type: none"> ▶ Déplacements quotidiens dans les quartiers de Bangui à prévoir 		

Conditions proposées

Statut

SALARIE en Contrat à Durée Déterminée

Éléments de rémunération

SALAIRE BRUT MENSUEL : de 1 815 à 2 145 Euros selon parcours en Solidarité Internationale + majoration de 50€ par semestre d'ancienneté avec PUI

Frais pris en charge

- ▶ **FRAIS PRIS EN CHARGE** notamment transport AR Domicile / Mission, visas, vaccins...
- ▶ **ASSURANCE** comprenant couverture médicale et complémentaire santé, assistance 24/24h, rapatriement et prévoyance
- ▶ **HEBERGEMENT** en maison collective
- ▶ **FRAIS DE VIE** (« Per diem »)
- ▶ **REGIME DE BREAK** : 5 jours ouvrés à 3 et 9 mois de mission + prime de break
- ▶ **REGIME DE CONGES PAYES** : 5 semaines de CP / an + billet A/R au domicile tous les 6 mois